

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail - Liberté - Patrie

Ministère de la Planification
du Développement



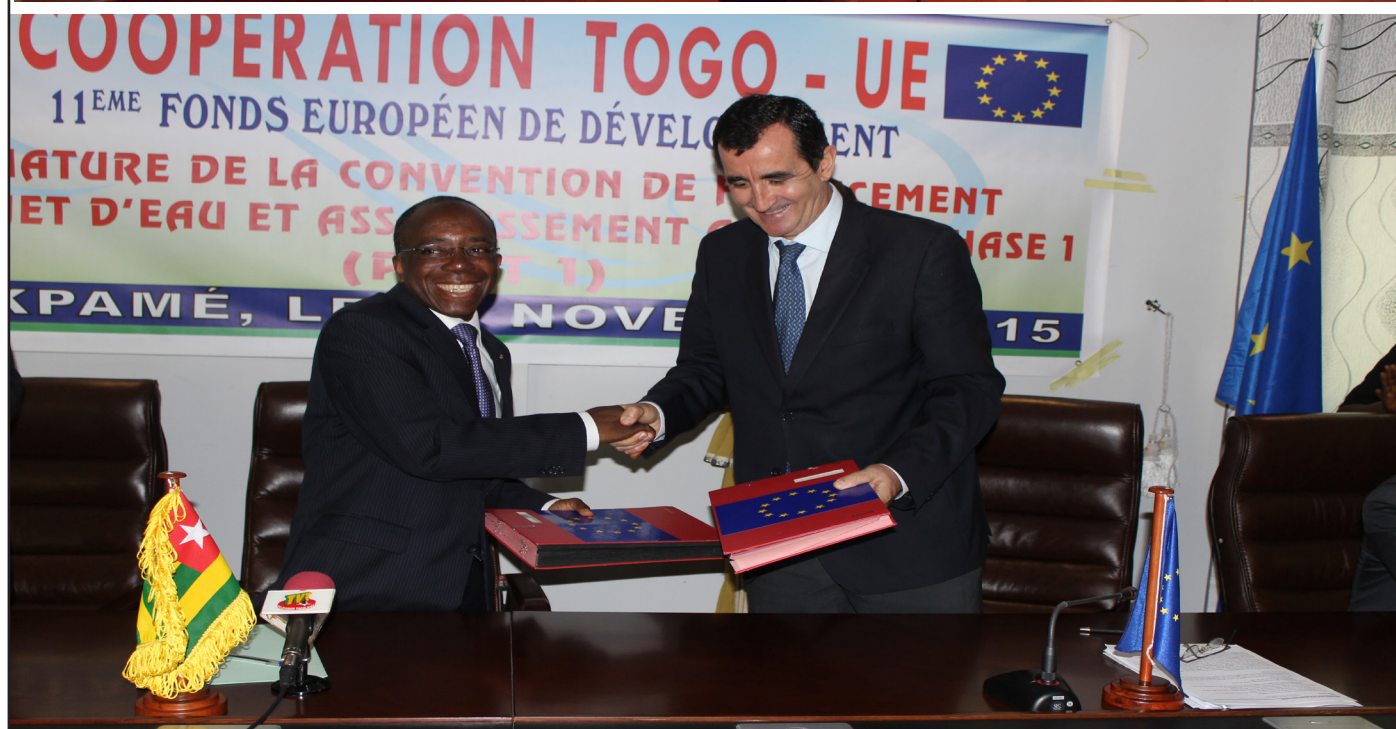
BULLETIN D'INFORMATIONS

du Ministère de la Planification du Développement

Réalisation et diffusion
Wilfried K. Enyonam ZANKPE

NUMERO : 31
DECEMBRE 2015

www.plan.gouv.tg



p-2 | SIGNATURE A ATAKPAME D'UNE CONVENTION DE FINANCEMENT DU PROJET EAU ASSAINISSEMENT AU TOGO

p-4 | LANCEMENT DES CONSULTATIONS NATIONALES SUR LA NOUVELLE STRATEGIE DE PARTENARIAT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

p-5 | ATELIER DE CONSULTATIONS DES PARTENAIRES SUR LE PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DU « DELIVERING AS ONE » AU TOGO:

p-6 | LA PLATEFORME OPERATIONNELLE DU COMITE ETAT-DONATEURS S'EST REUNIE POUR LA SESSION DE L'ANNEE

p-7 | DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS REMIS AUX ORGANISMES DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA PAR LE CCM

p-8 | VALIDATION DU RAPPORT NATIONAL DE LA REVUE A MI-PARCOURS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL POUR LES PAYS LES MOINS AVANCES

p-9 | LE RAPPORT D'AUTO EVALUATION SELON LES CRITERES DU CPIA VALIDE A LOME A L'ISSUE D'UN

p-10 | LA JOURNEE AFRICAINE DE LA STATISTIQUE CELEBREE A LOME

p-11 | FORMATION DES ACTEURS REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT SUR LA CHAINE PPBSE, L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA PLANIFICATION REGIONALE



Kossi ASSIMAIDOU

En octobre 2013, le gouvernement a émis le vœu d'inscrire la coopération entre le Togo et le Système des Nations Unies dans l'approche « Delivery as one » ou « Unis dans l'action » qui constitue une des réformes engagées par le groupe des Nations Unies. L'objectif visé par le gouvernement est de favoriser une meilleure complémentarité des interventions des agences du Système des Nations Unies et de maximiser l'utilisation des ressources à travers la réduction des coûts des transactions liés à la multiplicité et à la fragmentation des actions notamment dans le processus de programmation, d'exécution et de suivi-évaluation des programmes.

SIGNATURE A ATAKPAME D'UNE CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA PREMIERE PHASE DU PEAT



Le Ministre de la planification du développement, Kossi ASSIMAIDOU et le Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Togo, Nicolas BERLANGA, ont procédé le 19 novembre dernier à Atakpamé à la signature d'une convention de financement de la première phase du Projet Eau Assainissement au Togo (PEAT-1).



Ce projet va permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable à travers l'aménagement et la réhabilitation des captages et l'adduction d'eau potable dans les villes d'Atakpamé et de Dapaong, la réalisation de 800 branchements privés à Atakpamé et 600 à Dapaong. Dans le volet assainissement, 700 et 800 latrines seront respectivement construites dans les deux villes en plus de la dotation d'un camion de vidange.

Une partie de ce projet concerne également la construction d'un nouveau centre d'enfouissement technique pour les ordures ménagères à Lomé.

La cérémonie officielle de signature de cette convention de financement de 27,6 milliards de F CFA s'est déroulée à Atakpamé en présence de diverses personnalités et des représentants de toutes les institutions bénéficiaires.

Une occasion pour le Ministre ASSIMAIDOU de témoigner la gratitude des plus hautes autorités du Togo à l'Union Européenne relevant que ce projet vient s'ajouter à la longue liste de ses interventions pour conforter les actions du gouvernement dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement.

« Ce projet vient à point nommé pour conforter les actions du gouvernement dans la mise en œuvre du « Plan d'Action National pour le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement » et la « Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement pour le Togo ». Il a également rassuré de l'engagement du gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la mise en œuvre du PEAT-1 et à veiller à ce que les équipements qui seront déployés soient bien gérés.

Pour le Chef de la Délégation de l'Union Européenne, ce projet va toucher directement la population et à peu près 1,5 milliard de francs CFA sera octroyé à chaque commune bénéficiaire sur 3 ans.

Il n'a pas manqué de rappeler que derrière ce projet, se trouve « un élan de discussions » avec les autorités togolaises pour montrer qu'il y a du travail à faire sur le plan local et pour plaider en faveur des élections locales.

Après l'étape d'Atakpamé le Chef de la Délégation a poursuivi son périple et s'est rendu sur le site de l'extraction du marbre à Pagala (POMAR), et dans la préfecture de la Kozah notamment à l'Université de Kara, à la Cour d'Appel et à la prison civile de Kara.

Le saviez-vous ?

La Newsletter du MPD est fournie en téléchargement libre sur le site web

Dorénavant, quelques jours après la publication du bulletin mensuel du MPD, sa version électronique PDF sera mise également à disposition en téléchargement, sur la page d'accueil du site web officiel, www.plan.gouv.tg

LANCEMENT DES CONSULTATIONS NATIONALES SUR LA STRATEGIE DE PARTENARIAT DE LA B M



Bientôt un nouveau cadre de partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et le Togo !

Ce nouveau modèle recommande que les stratégies-pays soient désormais préparées en deux phases : (i) une première qui consiste à faire un diagnostic des principales contraintes de développement du pays, ainsi que des opportunités que le pays devrait saisir pour réaliser le double objectif de réduction de la pauvreté et d'une prospérité mieux partagée (appelée « Diagnostique Systématique du Pays – SCD ») ; et (ii) une deuxième étape qui consiste à élaborer le Cadre de Partenariat qui servira de cadre stratégique pour la préparation de nouveaux projets et programmes, en tenant compte non seulement des éléments clé du SCD, mais aussi et surtout en tenant compte des priorités nationales.

C'est le Ministre de la planification du développement, Kossi ASSIMAIDOU, qui a présidé l'atelier de lancement de cette série de consultations le 10 novembre dernier à l'hôtel Sancta Maria à Lomé en présence des membres du gouvernement et de l'équipe du Groupe de la Banque mondiale conduite par la Représentante Résidente de la Banque mondiale au Togo, Mme

Joelle BUSINGER.

Il y avait également la présence de la Représentante Régionale de la Société financière internationale (IFC), basée à Accra, Mme Ronke-Amoni OGUNSULIRE et de plusieurs responsables sectoriels travaillant sur les projets financés par la Banque mondiale et actuellement en cours au Togo ainsi que des cadres de l'administration publique.

Pour Mme Joelle BUSINGER, les consultations visent à échanger sur les contraintes et défis de développement du pays et à voir quelles sont les priorités que le pays devrait retenir pour atteindre le double objectif de réduction de la pauvreté et d'une prospérité mieux partagée.

« Le nouveau modèle se justifie par le fait que l'objectif de développement économique et social poursuivi par les nations reste très complexe dans son atteinte, et aussi par le fait qu'on n'a jamais fini de développer un pays. Malgré les efforts menés, il y a toujours des défis de développement qui se posent à tous les pays. De plus, la problématique de la pauvreté est restée hélas inquiétante dans de nombreux pays, avec des contextes de fragilité sociopolitique et leurs incertitudes sur les économies », a

Quelques abréviations

CEDEAO
Communauté
Economique des Etats de
l'Afrique de l'Ouest

CADERDT
Centre Autonome
d'Etudes et de
Renforcement des
Capacités pour le
Développement au Togo

CTS
Comité Technique de
Suivi

DEVCO
Développement et de
la Coopération de la
Commission européenne

DSRP
Document de Stratégie
de Réduction de
Pauvreté

EDST
Enquête Démographique
et de Santé du Togo



ajouté Mme BUSINGER lors de son allocution.

En ouvrant les travaux de la rencontre, le Ministre de la planification du développement, Kossi ASSIMAIDOU, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à renforcer les acquis dans les secteurs porteurs de croissance pour améliorer significativement les conditions de vie des populations togolaises :

« Le caractère national et inclusif de ce processus permet de mieux cerner les contraintes et les défis qui se posent à notre pays afin de proposer de nouvelles orientations devant nous permettre de lutter efficacement contre la pauvreté et de nous engager sur la voie de la croissance.

Ces consultations s'inscrivent dans une dynamique de promotion de la gouvernance économique comme un des mécanismes pertinents devant contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et à la réduction de la pauvreté qui mettent l'accent sur la promotion sociale », a indiqué le Ministre ASSIMAIDOU.

Les consultations se sont poursuivies avec d'autres parties prenantes, notamment : le parlement, les partis politiques, les bailleurs de fonds, la société civile, le secteur privé, les universitaires, les confessions religieuses et les syndicats. Elles se sont déroulées également au niveau régional notamment à Dapaong, Sokodé et Atakpamé.

CONSULTATIONS DES PARTENAIRES SUR LE PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DU « DELIVERING AS ONE »

Le Système des Nations Unies veut harmoniser ses interventions pour favoriser une meilleure complémentarité de ses agences et l'utilisation des ressources dans le soutien aux actions de développement dans les pays à travers le processus de « Delivery as one » ou « Unis dans l'action ». Cette nouvelle approche de collaboration de l'institution avec

ses partenaires a fait l'objet d'un atelier de trois jours qui s'est tenu du 11 au 13 novembre dernier à l'hôtel Sarakawa à Lomé pour recenser les attentes et les contributions de tous les acteurs de développement dans la formulation de cette nouvelle stratégie en vue d'une plus grande efficacité des actions menées en direction des populations.

Quelques abréviations

FED
Fond Européen de
Développement

MPDAT
Ministère de la
Planification, du
Développement et de
l'Aménagement du
Territoire

MPD
Ministère de la
Planification du
Développement

OMD
Objectifs du Millénaire
pour le Développement

PTF
Partenaires Techniques
et Financiers

PNUD
Programme des
Nations Unies pour le
Développement

PEA-OMD
Programme Eau et
Assainissement pour
l'accélération de
l'atteinte des Objectifs

En ouvrant les travaux de cette rencontre, le Ministre de la planification du développement, Kossi ASSIMAIDOU, a souligné que le gouvernement a émis le vœu d'inscrire la coopération entre le Togo et le Système des Nations Unies dans ce processus de « Delivery as one » pour favoriser une meilleure intégration des interventions et une collaboration plus étroite entre les agences et avec les autres partenaires

au développement.

Pour sa part, la Représentante résidente du Programme des Nations Unies au Togo, Khardiatha Lô N'Diaye, a expliqué que les travaux vont permettre aux différentes parties prenantes de s'approprier les principes de ce processus et d'analyser les forces, les faiblesses, les opportunités et les contraintes du Togo ainsi que celles spécifiques aux agences.

LA PLATEFORME OPERATIONNELLE DU COMITE ETAT-DONATEURS S'EST REUNIE POUR LA SESSION DE 2015



La première session de l'année 2015 de la plateforme opérationnelle du Comité Etat-Donateurs (CED) s'est déroulée le 19 novembre dernier dans la salle de réunion du 8ème étage du CASEF, côté plan, sous la présidence du Ministre de la planification du développement, Kossi ASSIMAIDOU. L'objectif de cette session est d'amener les représentants du gouvernement et des partenaires techniques et financiers à partager les résultats issus de la mise en œuvre de la SCAPE en 2014 et d'examiner la matrice consolidée des recommandations y afférentes en vue de la préparation de la revue conjointe du Conseil national de pilotage des politiques de développement (CNPPD).

« L'essentiel des discussions consiste

à échanger sur la mise en œuvre de la SCAPE au cours de l'année 2014, évoquer les principaux progrès réalisés et partager les mesures pour lever les différentes contraintes. C'est l'occasion d'évoquer tous les problèmes techniques qui peuvent trouver des solutions, évaluer les plus gros goulots d'étranglement et retenir les solutions stratégiques à pouvoir porter à l'attention du conseil », a rappelé le Secrétaire général du Ministère de la Planification du développement, à l'issue des travaux. Pour sa part, le représentant de l'Ambassadeur et chef de la Délégation de l'UE au Togo le rapport révèle des résultats « encourageants » dans l'ensemble mais « inégaux » selon les régions, les secteurs et les ministères.

Quelques abréviations

du Millénaire pour le Développement

SCAPE
Stratégie de Croissance
Accélérée et de
Promotion de l'Emploi

SG
Secrétaire Général

DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS REMIS AUX ORGANISMES DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA PAR LE CCM



Le Ministre de la planification du développement, Kossi ASSIMAIDOU, a présidé le 30 novembre dernier une cérémonie de remise de don constitué de 5 véhicules, 23 motos, des matériels informatiques, des équipements et mobiliers de bureaux, des préservatifs ainsi que des réactifs et consommables.

Ces biens, produits et matériels ont été acquis dans le cadre de la stratégie de lutte contre les IST et VIH/SIDA grâce à une subvention quinquennale du Fonds Mondial couvrant la période du 1er décembre 2009 au 30 novembre 2014.

La subvention est arrivée à son terme et conformément aux procédures du Fonds Mondial, le bénéficiaire

principal de ces logistiques à savoir l'ONG internationale PSI doit transférer ces biens à d'autres structures destinataires en vue de renforcer leurs capacités opérationnelles et leur permettre de contribuer à l'atteinte des résultats nationaux en matière de lutte contre ce fléau.

La répartition de ces équipements a été faite par l'organisme de coordination nationale des projets financés par le Fonds Mondial (CCM). Voilà pourquoi le Ministre ASSIMAIDOU, en tant que Président du CCM, a exhorté les nouveaux bénéficiaires à utiliser les matériels à bon escient pour le bénéfice des patients.



VALIDATION DU RAPPORT NATIONAL DE LA REVUE A MI-PARCOURS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL POUR LES PMA



Dans le cadre de la revue à mi-parcours de la mise en œuvre et du suivi des engagements du programme d'action d'Istanbul adopté le 13 mai 2011 en Turquie sur le thème « Suivi de la quatrième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA) », chacun des Etats est prié de soumettre son rapport national au Haut Représentant pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement.

Cette initiative à laquelle le Togo a adhéré, a pour objectifs de permettre à chacun des pays concernés de surmonter ses problèmes structurels, de réaliser ses objectifs de développement, et surtout de pouvoir quitter la sphère des PMA pour se positionner sur la voie de l'émergence.

Afin d'améliorer le premier draft du rapport des consultations nationales sur les engagements pris par le Togo, le Ministère de la planification du développement, avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a organisé un atelier national de validation ayant regroupé les acteurs de développement notamment les représentants de l'administration publique et les institutions de la République, le secteur privé, la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers.

C'est le Secrétaire Général du Ministère, Etsri HOMEVOR, qui a présidé l'ouverture de cette rencontre en présence du Représentant de la Représentante résidente du PNUD au Togo, Siaka COULIBALY.

LE RAPPORT D'AUTO EVALUATION SELON LES CRITERES DU CPIA VALIDE A LOME A L'ISSUE D'UN ATELIER



Numéros
utiles

ZANKPE Wilfried
Chargé de
communication du
MPDAT
90 07 87 32



Dans le cadre de l'élaboration du rapport sur les indicateurs de capacité en Afrique (RICA), la Fondation pour le renforcement des Capacités en Afrique ACBF intègre une section relative à une auto évaluation des politiques et des institutions des pays selon les critères du Country Policy and Institutions Assessment CPIA.

En septembre dernier le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT) a conduit cet exercice en impliquant les institutions publiques, le secteur privé et des organisations de la société civile en vue d'assurer une auto évaluation conjointe, concertée et transparente.

Ce rapport d'auto évaluation a été validé à l'issue d'un atelier qui s'est tenu le 26 novembre dernier à l'hôtel Onomo à Lomé.

Le processus a permis d'évaluer quatre domaines, notamment : la Gestion économique, les Politiques structurelles, les Mesures d'inclusion/ d'équité sociale et la Gouvernance : gestion et institutions du secteur public.

Il ressort du rapport que le Togo

se caractérise en 2014 par une amélioration des progrès réalisés dans tous les secteurs évalués.

En ouvrant les travaux de cette rencontre, le Directeur de Cabinet, Essohanam EDJEU, a souligné que le Togo a engagé depuis quelques années de profondes réformes dans presque tous les domaines afin de moderniser les divers systèmes de planification et d'évaluation du pays en les adaptant aux enjeux sous régionaux et mondiaux.

Selon lui, la gestion économique du Togo est jugée satisfaisante au regard de la hausse continue de sa croissance économique, du respect de presque tous les critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO, ainsi que de la construction des infrastructures économiques.

Il a par ailleurs énuméré les défis qui restent encore à relever, ce qui justifie cette auto évaluation ; a-t-il indiqué pour déceler les secteurs qui nécessitent des renforcements de capacités, afin d'aboutir à des propositions de réformes dans les domaines spécifiques et d'en faire des plaidoyers.

LA JOURNEE AFRICAINE DE LA STATISTIQUE CELEBREE A LOME



Le Secrétaire Général du Ministère de la planification du développement, Etsri HOMEVOR, a présidé le 18 novembre dernier dans la salle CEDEAO du CASEF à Lomé, les manifestations de la Journée Africaine de la Statistique placée sous le thème :

«Des données meilleures pour une vie meilleure : Tirer partie des technologies modernes pour améliorer les systèmes statistiques nationaux».

Cette rencontre a permis aux différents acteurs impliqués dans la chaîne de production de la statistique nationale de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour perfectionner les systèmes statistiques nationaux

grâce aux technologies modernes et garantir l'obtention de données de meilleure qualité.

Dans son allocution de circonstance, M. HOMEVOR a mis en exergue le thème de cette célébration et rappelé l'importance de l'utilisation des données statistiques dans la planification.

« De nouvelles technologies et des systèmes statistiques nationaux renforcés facilitent l'élaboration de politiques éclairées et permettent aux décideurs de prendre de meilleures décisions, fondées sur l'observation des faits et qui ont des incidences positives sur le bien-être des populations et, en fin de compte, améliorent leur vie.



Dans les pays en développement, l'apport précieux des technologies modernes aux systèmes statistiques nationaux est évident, comme en témoignent la plupart des études pilotes menées à bien, en termes à la fois de pratiques plus efficaces et rationnelles de production de données statistiques et de diffusion des produits statistiques », a-t-il indiqué.

Instituée par la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique en 1990, la journée africaine de la statistique a pour objectif de faire connaître au public le rôle important que joue la statistique dans tous les aspects de la vie sociale et économique en Afrique et dans la préservation de l'environnement dans lequel vivent les populations.

FORMATION DES ACTEURS REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT SUR LA CHAÎNE PPBSE, L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA PLANIFICATION REGIONALE

Dans le souci de réduire les disparités régionales et faire émerger les dynamiques locales à travers l'amélioration des capacités des communautés à s'autogérer, le Ministère de la planification du développement (MPD) a organisé avec l'assistance du Programme d'appui institutionnel à l'Etat togolais deuxième volet (PAI-2), une tournée de formation des acteurs de développement dans les cinq régions économiques du pays sur le nouveau système national de planification, l'aménagement du territoire, la chaîne de planification, programmation, budgétisation, exécution, suivi-évaluation (PPBESE), la planification régionale et locale et l'intégration du genre dans la planification. Ces formations se sont tenues du 26 octobre au 05 novembre 2015 dans les chefs lieux des différentes régions et ont regroupé une trentaine d'acteurs régionaux multisectoriels dans chaque région (représentant les membres des comités régionaux du

développement et de l'aménagement du territoire).

L'objectif principal de cette tournée est de former les acteurs régionaux de développement sur les thématiques ci-dessus mentionnées en vue d'une meilleure animation et coordination des actions de développement au niveau régional dans le but de relever les défis d'une croissance inclusive.

Dans leurs allocutions, le Directeur général de la planification et du développement, Djerkbary BAMBAH et l'expert du PAI -2, Jean Martin KI ont insisté sur la nécessité d'établir la cohérence des interventions entre les acteurs au niveau régional et celui national. M. BAMBAH a particulièrement rappelé l'importance du renforcement des capacités des acteurs de développement dans l'animation des sous-systèmes (prospective, planification, programmation, financement, suivi-évaluation) du système national de planification. D'autres intervenants ont également



rassuré les acteurs régionaux de la disponibilité du département à les accompagner pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle. A l'ouverture comme à la clôture des différentes rencontres de formation, les Directeurs régionaux de la

planification, du développement et de l'aménagement du territoire remercié les premiers responsables du département cette initiative de renforcement des capacités des acteurs régionaux pour une meilleure coordination des actions de développement au niveau régional.